

Nous voyons des commerces fusionner sans que le gouvernement fasse le geste salulaire qui les aiderait. En réalité, le gouvernement s'engage dans la direction contraire. Nous voyons des petites entreprises fusionner afin de former de grosses sociétés. Dans les régions rurales en particulier, les petites entreprises sont l'âme des petites localités. Je vois que le ministre de l'Agriculture a maintenant réorienté son ministère vers le renforcement des localités rurales. Ce sont peut-être les ministres de l'Agriculture des provinces des Prairies qui ont obtenu ce résultat en faisant voir au ministre les erreurs de sa politique de redressement agricole. Il aurait dû réagir depuis longtemps. Pour encourager les petites corporations, les petites entreprises et les entreprises privées indépendantes et favoriser leur développement, il faut susciter de nouveaux élans d'enthousiasme. Ce bill fiscal ne prévoit rien de tel. C'est pourquoi aujourd'hui je proteste énergiquement contre cette disposition du bill.

• (3.50 p.m.)

Jusqu'à présent cinq provinces, je pense, ont pressé le gouvernement de différer l'application de cette mesure qui met en cause le revenu des corporations nationales et internationales. Elle est bien trop complexe. Bien sûr, le leader de l'opposition officielle a récemment proposé un compromis selon lequel nous adopterions les articles du bill portant sur les exemptions accrues etc., parce qu'il semble que nous nous engageons dans une course contre la montre. Je ne crois pas qu'il convienne de considérer l'examen d'un bill fiscal de cette nature, de cette amplitude et de cette complexité, comme une course contre la montre. Je pense donc que le ministre des Finances et les députés d'en face se doivent à eux-mêmes et au peuple canadien de considérer sans retard la proposition de mon chef.

M. Osler: Monsieur le président, puis-je poser une question à l'honorable député?

M. Mazankowski: Lorsque j'aurai terminé, monsieur le président, il pourra me poser une question. L'autre question qui me préoccupe, c'est le climat de la petite entreprise et le fait que la formulation de la politique gouvernementale dans ce domaine ne tient généralement aucun compte de la petite entreprise. Nous savons que ce sont surtout la grosse entreprise et les gros syndicats qui font pression sur le gouvernement. A mon avis, il nous incombe à tous d'examiner très sérieusement vers quoi au juste tend le Canada en matière d'affaires et d'économie, car la petite entreprise a quelque chose d'irremplaçable. Il faut qu'une personne ait l'occasion de développer sa propre initiative et acquérir ainsi une certaine fierté. La tendance à la grandeur et aux grandes sociétés est à la source d'une partie importante du problème contemporain. L'agitation ouvrière et l'influence des gros syndicats sont le résultat de l'ensemble de notre attitude à l'égard de la grandeur. Je le répète, les forces dominantes qu'exercent les syndicats et la grosse entreprise jouent un rôle très important dans la politique gouvernementale. Comme vous le savez, les petits commerçants n'ont pas vraiment d'association, et ne sont donc pas en mesure d'analyser et d'influencer les décisions du gouvernement. Il leur manque l'occasion, le savoir-faire et l'organisation

automatisée nécessaires pour soumettre leurs propositions avec fermeté et objectivité.

Je voudrais aussi signaler que les petites entreprises n'ont aucune influence politique, car elles n'ont pas d'emprise sur les électeurs. Les députés qui ont de petites entreprises dans leurs circonscriptions devraient assurément exhorter ici le gouvernement à songer à simplifier le bill afin de le rendre plus compréhensible pour l'homme moyen et l'exploitant d'une petite entreprise, car, de façon générale, d'après eux, le gouvernement empiète sur leur faculté de prendre des décisions. Dans une situation comme celle-ci où 46 p. 100 du produit national brut vont aux trois paliers de gouvernement, on se trouve pris dans un réseau de règlements qui accroît tout simplement les frustrations et les angoisses des dirigeants d'entreprises moyennes. J'espère que, grâce à la transformation des petites entreprises, qui s'effectue en ce moment, le gouvernement voudra prendre un peu de recul et examiner la situation de façon objective, car les trois bills dont la Chambre est saisie: le bill C-259, le bill sur la concurrence et les modifications au code du travail—pourraient très bien modifier l'aspect général de la petite entreprise au Canada.

Au lieu de voir frapper les petites entreprises de nouveaux impôts, je préférerais que l'on prit des mesures destinées à encourager de nouvelles entreprises indépendantes à se développer, à prendre leur essor et à contribuer à l'amélioration du climat économique au Canada, car, à mon sens, c'est ainsi que nous pourrions créer d'importantes sociétés telles que la Versatile qui fabrique des machines agricoles à Winnipeg. J'estime, par ailleurs, que nous devrions promouvoir l'essor d'un plus grand nombre d'organisations de ce genre. S'il est vrai que le gouvernement a probablement aidé, dans une certaine mesure, des entreprises telles que Versatile, il suffit, selon moi, de scruter quelque peu l'horizon canadien pour se rendre compte qu'il y a bien d'autres innovateurs—si vous me permettez cette expression—qui seraient en mesure de mettre au point des produits pouvant être écoulés aussi bien sur le marché canadien qu'à l'étranger, contribuant ainsi à créer des emplois au Canada, à procurer des recettes à tous les niveaux de gouvernement et à restaurer, à coup sûr, un climat de confiance dans notre pays.

M. Osler: Mon intervention sera brève, monsieur l'Orateur. L'honorable député de Vegreville aurait-il des suggestions à faire au sujet de l'inquiétude que lui inspire ce qu'il appelle la course contre la montre? Je me demande s'il peut proposer des moyens de surmonter la difficulté au lieu de se laisser désemparer par elle. Je me suis rappelé qu'au modèle des parlements, où le parti conservateur détient en ce moment la majorité, on a prévu une répartition du temps qui a permis d'étudier le vaste problème de l'entrée dans le marché commun européen en une semaine. Si le même parti au Canada partage l'enthousiasme de celui de la Grande-Bretagne au sujet de la répartition du temps, ne pourrions-nous pas trouver le moyen d'examiner le bill fiscal qui, tout en étant compliqué, l'est moins que le problème de l'entrée dans le marché commun de l'Angleterre? Le député a-t-il l'intention de proposer quelque chose à son leader au sujet de la répartition du temps afin de nous aider à suivre l'exemple du parti en Grande-Bretagne au sein du Parlement que nous admirons tous et qu'on nous a souvent cité comme modèle?